Nations Unies A/56/969

Assemblée générale

Distr. générale
5 juin 2002
Français
Original: espagnol

Cinquante-sixième session
Points 119 et 166 de l'ordre du jour

Questions des droits de l'homme

Mesures visant à éliminer le terrorisme international

Lettre datée du 4 juin 2002, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous écrire pour vous informer que le Département d'État des États-Unis a révoqué, le 23 avril 2002, le visa d'entrée accordé précédemment à Mme Olga Salanueva, épouse de M. René González.

M. González, né en 1956 dans une famille d'émigrants cubains, a la nationalité américaine. Il a été condamné à 15 ans de privation de liberté moyennant un procès injuste organisé pour des raisons politiques, après avoir subi 17 mois d'isolement complet et d'autres traitements inhumains, cruels et dégradants. Une procédure d'appel contre cette peine a été engagée.

M. González, comme ses quatre camarades également emprisonnés, sont absolument innocents du crime dont on les accuse. En réalité, comme cela a été largement démontré au cours du procès, il a seulement tenté d'empêcher, pour des raisons tout à fait désintéressées, des actes de terrorisme organisés et financés avec une impunité totale à partir du territoire des États-Unis contre le peuple cubain et de sauver les vies innocentes de citoyens cubains et américains.

René González a été condamné uniquement pour avoir pénétré divers groupes terroristes qui fonctionnent librement à Miami. En annonçant la peine, le juge l'a reconnu : « Que le terrorisme soit commis contre des innocents aux États-Unis ou à Cuba, en Israël ou en Jordanie, en Irlande du Nord ou en Inde, c'est un mal et un crime; mais les actes terroristes d'autrui ne sauraient excuser la conduite injustifiée et illégale du défendeur ou de qui que ce soit » (procès-verbal de l'audition de prononcé de la peine devant l'Honorable Joan A. Lenard, 14 décembre 2001, p. 42 et 43). Comme René a été condamné à 15 ans « seulement » et comme il est citoyen américain, il pourrait continuer à vivre aux États-Unis; le Gouvernement a donc demandé, par l'intermédiaire du Procureur Caroline Heck Miller, que cela soit pris en compte dans la peine : « Dans notre réquisition, nous avons mis l'accent sur la nécessité de le mettre hors d'état de nuire, car nous craignions qu'une fois libéré, le défendeur persisterait dans son activité » (ibid. p. 26). « Il lui est loisible de rester

02-41633 (F) 250602 250602

dans ce pays après sa libération, et Madame le juge, nous avons entendu les paroles d'un homme dangereux et d'un homme pour lequel la neutralisation est un facteur particulier que nous voudrions voir le tribunal prendre en considération » (ibid. p. 27). Le juge a accepté cette recommandation et l'a incorporée dans la peine : « En tant qu'autre condition spéciale de libération conditionnelle, il est interdit au défendeur de s'associer avec des individus ou des groupes tels que des terroristes, des membres d'organisations qui prônent la violence et des personnalités du crime organisé ou de visiter des lieux fréquentés par ces personnes » (ibid. p. 45 et 46).

La peine prononcée contre M. González révèle la véritable nature de ce processus : la connivence des autorités fédérales avec le terrorisme lancé contre Cuba depuis Miami, l'appui qu'elles donnent aux terroriste et la protection qu'elles leur garantissent de même que l'innocence complète des cinq accusés.

René González et ses camarades sont les héros de la République de Cuba et des prisonniers politiques aux États-Unis.

Mme Salanueva a demandé et reçu le visa révoqué par la suite, afin de rendre visite à son époux dans le pénitencier de Loreto (Pennsylvanie) accompagnée de sa fille mineure, Yvette, qui a seulement quatre ans, qui est née aux États-Unis où elle a résidé jusqu'à ce que sa mère soit expulsée après avoir été emprisonnée de manière cruelle et illégale, a été empêchée de voir son père, emprisonné depuis 1998, quasiment durant toute sa vie.

La révocation du visa, qui ne peut avoir d'autre objet que de causer des souffrances supplémentaires au condamné au cours de sa procédure d'appel, représente un acte de cruauté odieuse et d'illégalité grossière, ainsi qu'une grave violation des droits de l'homme de M. González, de son épouse et de sa petite fille.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe en tant que document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 119, « Questions relatives aux droits de l'homme » et du point 166, « Mesures visant à éliminer le terrorisme international ».

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Bruno **Rodríguez Parrilla**

und_gen_n0241633_docu_n

Annexe à la lettre datée du 4 juin 2002, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : anglais et espagnol]

Déclaration de M. Ricardo Alarcón de Quesada, Président de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, La Havane, 11 février 2002

Au début de la matinée du samedi 12 septembre 1998, le FBI a informé Ileana Ros-Lehtinen et Lincoln Díaz Balart, supporters des mafias terroristes de Miami se réclamant de Batista, qu'il venait d'arrêter cinq « espions » qui y vivaient.

Bien que la délégation de la Floride au Congrès des États-Unis compte 25 personnes, les enquêteurs n'ont donné de préavis à aucun des autres. À ce moment-là, le FBI n'avait pas encore déterminé l'identité de trois des hommes arrêtés, alors que les deux autres étaient citoyens des États-Unis. Les députés susmentionnés n'exercent pas au Congrès des fonctions liées à la sécurité ou au renseignement. Pourquoi ce privilège? Pourquoi partager de l'information avec eux sur une « enquête » non encore rendue publique?

Ce n'est que quatre jours plus tard que les intéressés ont été formellement inculpés. Mais dès le départ, il était manifeste qu'il s'agissait d'une opération de répression politique, destinée uniquement à profiter au secteur le plus agressif et le plus violent de ceux qui avaient fait depuis 1959 de la Floride du Sud la principale base de leur guerre contre Cuba.

Les diverses factions, politiciens et fonctionnaires contre-révolutionnaires, étroitement liées à ces milieux ont immédiatement déchaîné une campagne furieuse et hystérique pour stigmatiser les cinq prisonniers. En Floride du Sud, où la quasi-totalité de la presse, de la radio et de la télévision est contrôlée par les mafias anticubaines ou fonctionne sous leur menace constante, aucun jour n'est passé sans l'apparition de nouveaux articles ou d'annonces, y compris des déclarations de fonctionnaires, calomniant ou dénigrant les cinq en les dépeignant comme des ennemis dangereux de la société.

La véritable raison de leur emprisonnement injuste était dissimulée. Pas un mot sur leur vie exemplaire honorable et sans tache, à Cuba et aux États-Unis, comme étudiants, travailleurs, pères ou citoyens; rien dit sur le sacrifice désintéressé et admirable qu'ils ont apporté pour protéger leur pays et son peuple. Rien dit non plus sur ce qui s'est passé avec eux depuis la matinée de ce 12 septembre, ni les conditions brutales qu'ils ont subies dans l'un des pires systèmes pénitenciers jamais imaginés par l'homme.

Gerardo Hernández, Ramón Labañino, Fernando González, Antonio Guerrero et René González sont les victimes d'une injustice abominable et d'un traitement cruel, inhumain et dégradant qui représente une violation flagrante de leurs droits de l'homme et apporte une preuve irréfutable du caractère arbitraire illégal des procédures juridiques auxquelles ils ont été soumis. Depuis le jour de leur arrestation jusqu'au 3 février 2000, pendant 17 mois, ils ont été maintenus au secret, séparés les uns des autres et des autres prisonniers. Pendant toute la période, ils ont été enfermés dans le « trou », expression employée pour décrire le traitement indicible réservé à une partie de la population pénitentiaire des États-Unis. Les avocats des cinq ont lutté avec ténacité jusqu'à ce que les hommes soient enfin intégrés dans le régime pénitencier ordinaire. Mais le fait que cela ait été accompli ne diminue en rien l'atrocité injustifiable commise contre eux. Ce qui plus est, leur traitement représente une violation du règlement pénitencier des États-Unis, qui limite le régime cellulaire au cas de punition pour des infractions commises en prison, et sa durée a un maximum de 60 jours pour les cas les plus graves, tels que le meurtre. Ils n'avaient manifestement pas violé les règlements pénitenciers avant d'être emprisonnés, ni jamais tué qui que ce soit. Pourtant, ils ont été complètement isolés, il vaut la peine de le répéter, tout au long des 17 mois.

Pendant cette période prolongée, il leur était impossible de maintenir une communication suffisante avec leurs avocats et de préparer leur défense avec un minimum de garanties quant à une procédure régulière.

S'il existait à Miami un minimum de justice, le tribunal aurait dû ordonner, pour cette seule raison, leur libération et obliger le Gouvernement à les indemniser de manière appropriée.

Mais à Miami, lorsqu'il s'agit de Cuba, il n'y a rien qui ressemble, même de loin, à la justice.

Nous devrions mentionner le travail digne d'éloges accompli par la défense en dépit de tout. Les cinq accusés n'avaient pas des avocats de leur choix, ni les ressources financières nécessaires pour en engager. En conséquence, on leur a assigné des défendeurs publics, avec lesquels ils n'avaient aucune relation préalable. Toutefois, quand ces avocats en sont venus à connaître les hommes qu'ils défendaient, ils ont pu apprécier la pureté de leur motivation ainsi que la noblesse et l'héroïsme de leur conduite. En dépit des différences idéologiques profondes qui les séparaient, évoquées au cours du procès, ils s'étaient persuadés de l'innocence complète des cinq, et cette conviction s'est reflétée dans les efforts personnels qu'ils ont déployés pour les défendre, en sus de leurs qualités professionnelles.

Alors que les cinq héros ont souffert dans l'ombre et dans la solitude, leurs ennemis ont accaparé les caméras, les microphones et les journaux jour et nuit pour les calomnier et pour menacer leurs familles et leurs amis, et pour leur faire « justice » à la Miami. Vous pouvez lire le menu détail de ce simulacre de procès dans la presse à sensation de la ville, y compris le détail des chefs d'accusation que les procureurs formuleraient plusieurs mois plus tard. C'est ainsi par exemple, qu'on a appris la nouvelle de l'accusation la plus aberrante, la plus absurde et la plus fausse de toutes, l'entente en vue de commettre un meurtre, présentée pour la première fois par le Procureur en mai 1999. Cela a eu lieu après que les prisonniers aient déjà passé huit mois en prison dans un isolement complet, à l'issue d'une campagne honteuse de la presse contrôlée par les mafias terroristes et des réunions publiques et privées entre les procureurs et les membres des mafias, lors desquelles on a ouvertement annoncé l'intention de présenter ces chefs d'accusation fallacieux.

Il était inconcevable d'organiser le procès dans cette ville tout en gardant l'apparence d'une procédure juridique régulière. Que cela était impossible avait été amplement démontré avant même la sélection du jury. Pourtant, les demandes répétées de la défense tendant à déplacer le procès vers une autre ville ont été rejetées par Joan Lenard, juge fédéral à Miami, qui était chargée de l'affaire.

Au même moment, a eu lieu un événement qui a fait la une de la presse internationale. Préoccupés par les menaces de violences annoncées ouvertement, les organisateurs des Latin Grammy Awards ont décidé de transférer à Los Angeles la cérémonie de remise des prix initialement prévue à Miami. S'il n'était pas possible de juger à Miami certains des musiciens cubains les plus talentueux, s'il n'était pas possible de garantir la sécurité des participants à un concert dans cette ville, comme l'ont annoncé publiquement les organisateurs de la cérémonie, alors, qui pourrait croire possible la tenue pacifique dans cette ville d'un procès impartial d'individus soumis à la campagne de calomnies la plus féroce qu'on puisse imaginer et décrits comme de « dangereux » agents de la révolution cubaine?

Mme Lenard n'a donné aucune explication de la tenue dans cette ville de ce procès, dans cette ville uniquement, nulle part ailleurs. Mais elle a déclaré à la presse ce qui est peut-être la raison de son insistance obstinée : « ce procès sera beaucoup plus intéressant que tous les programmes de télévision », a-t-elle déclaré, d'un air pédant et sévère, le 16 mars 2000.

Bien entendu, la télévision locale a été un moyen indispensable de suivre le procès. Il n'est que juste d'admettre que les avocats commis d'office n'ont pas été enfermés « au trou » avec les accusés, et contrairement à ces derniers, les avocats ont donc pu lire les journaux, regarder la télévision, écouter la radio. Mais il faut dire aussi que c'est souvent par les médias que les avocats ont été informés, bien avant toute communication officielle, des mesures prises par le ministère public, les prétendues « preuves » que celui-ci prétend posséder, les motifs d'inculpation qui pourraient être avancés, et même les requêtes qu'il a formées dans l'effort obstiné pour introduire un semblant de légalité dans tout cet arbitraire et toute cette fraude.

Et comme si tout ce qui précède ne suffisait pas, il y a eu de nombreuses violations de la procédure durant l'audience, qui ont encore faussé un procès lourdement truqué d'avance. Les avocats de la défense n'ont pu avoir accès à toutes les « preuves » utilisées pour soutenir l'accusation. Au contraire, le ministère public a sélectivement distillé ses éléments de preuve et, à plusieurs occasions, a introduit une centaine de

pages de nouvelles « preuves » sans préavis, ou a empêché l'examen exhaustif des documents soumis, ce qui a donné lieu à des objections formulées à plusieurs reprises par la défense. La défense s'est vu ainsi refuser l'inclusion d'éléments de preuve, y compris de documents officiels, pourtant d'importance fondamentale pour faire la lumière sur les accusations formulées contre les accusés. Un certain nombre de témoins ont subi ouvertement des pressions du ministère public, devant le juge, dans la salle d'audience elle-même, au vu de tous, sous la menace d'être eux-mêmes mis en cause, s'ils révélaient certaines informations. Le tribunal a livré aux porte-parole de la contre-révolution plus de 1 400 pages de documents sélectionnés par les autorités, manifestement manipulés par la presse locale et utilisés pour alimenter une propagande incessante, absurde, destinée à vilipender les accusés. Les médias ont fait chorus avec les mafias terroristes qui opèrent ouvertement pour organiser des manifestations publiques comme moyen de faire pression sur le jury et sur le juge.

C'est pourquoi, en dépit de tout, cette mafia a commencé à s'inquiéter sérieusement de la façon dont le procès se déroulait. Pleinement consciente de la fausseté intégrale des accusations formulées, elle a craint un verdict contraire aux objectifs qu'elle poursuivait. Elle a été particulièrement alarmée par le fait que les avocats de la défense, par leur talent et leurs compétences, ont mis en évidence les manoeuvres frauduleuses du ministère public et ont mis en accusation cette mafia elle-même.

Les éléments de preuve et les arguments avancés par la défense sont pourtant écrasants. La défense a démontré clairement que les activités terroristes étaient menées depuis Miami contre Cuba avec la tolérance complice des autorités américaines, obligeant le peuple cubain à se défendre par des efforts héroïques d'hommes tels que les accusés. Les avocats de la défense ont clairement montré que les accusés n'avaient pas cherché à obtenir des informations susceptibles de menacer la sécurité nationale des États-Unis d'Amérique et n'avaient causé de préjudice à personne. Les témoignages à cet effet ont été fournis par des hauts fonctionnaires du FBI lui-même et du Commandement Sud, et par des militaires de haut rang ayant occupé des positions importantes dans les forces armées américaines : le général Charles Wilhelm, ancien chef du Commandement Sud, le général Edward Atkeson, ancien chef adjoint des renseignements militaires, le contre-amiral Eugene Caroll, ancien chef adjoint suppléant des opérations navales, et le colonel George Bruckner qui avait occupé une position élevée dans le commandement du système de défense aérienne américain. Même le général James Clapper, ancien directeur de la Defense Intelligence Agency, le renseignement militaire, du Département de la défense, appelé à témoigner comme expert par le ministère public, a admis que les accusés n'avaient commis aucun acte d'espionnage contre les États-Unis.

Après cinq mois de bataille judiciaire, dans les conditions les plus difficiles, les plus hostiles qu'on puisse imaginer, l'innocence totale de Gerardo, Ramón, Fernando, René et Antonio et la culpabilité de leurs accusateurs ont été abondamment démontrées.

Les accusés ne se sont livrés à aucune activité d'espionnage. Ils n'ont cherché ni obtenu d'informations quelconques concernant la sécurité, la défense ou tous autres intérêts des États-Unis d'Amérique. Ils n'ont causé aucun dommage à ce pays ou à ses habitants. Aucun élément de preuve n'a été avancé dans ce sens. Aucun témoin n'a confirmé les accusations.

Leurs courageux efforts ont porté uniquement, au contraire, sur les moyens d'infiltrer les groupes terroristes et d'informer Cuba des plans d'agression de ceux-ci contre l'île. Ils n'en ont jamais fait mystère. Durant le procès, il a été abondamment démontré que des actes terroristes sont perpétrés contre Cuba à partir de la Floride et que les autorités américaines ne font rien pour les empêcher. Exerçant son droit inaliénable, Cuba est obligée de se défendre contre ces activités qui, comme cela a aussi été abondamment démontré, ont parfois entraîné la perte de vies humaines et de graves dommages pour les habitants des États-Unis également.

L'accusation la plus grave, portée contre Gerardo Hernández – association de malfaiteurs dans le but de commettre un meurtre, au sujet de l'incident du 24 février 1996 – est un énorme mensonge d'une stupidité sans nom. On sait qu'il existe une longue liste d'incidents où un appareil léger a décollé de Miami pour mener sans relâche des violations répétées de l'espace aérien cubain et pour commettre de nombreux crimes, notamment impliquant des tirs, des bombardements ou le lâchage de substances chimiques et bactériologiques. Tout cela a été amplement prouvé

durant le procès. Il est également démontré abondamment qu'avant la date en question, Cuba avait annoncé qu'elle ne supporterait pas de nouvelles incursions dans son territoire. L'action défensive de Cuba contre ceux qui ont à nouveau violé son espace aérien, juste devant le front de mer de sa capitale, est parfaitement conforme au droit international. Et indépendamment de tout cela, Gerardo n'a rien à voir avec la décision prise par l'aviation cubaine. Il n'est impliqué en aucune façon dans ce qui s'est passé ce jour-là. De ce fait, l'accuser de meurtre et le condamner à une deuxième peine de prison à perpétuité est tout simplement monstrueux. Jamais avant au cours de l'histoire des États-Unis une personne n'a été jugée coupable de meurtre sans qu'un seul témoin à charge se soit produit, sans un seul élément de preuve, et même sans la moindre présomption.

La mafia terroriste, en désespoir de cause, a publiquement admis sa défaite et intensifié sa campagne virulente pour intimider le tribunal, à mesure que le procès approchait de sa fin.

C'est là le contexte dans lequel le jury a rendu sa décision. Après avoir annoncé, avec une précision inconnue jusqu'alors, la date exacte à laquelle la décision serait prononcée, avec une célérité remarquable en quelques heures seulement sans poser une seule question ou exprimer un simple doute, le jury est parvenu à un verdict unanime : les cinq accusés ont été déclarés coupables de chacun des chefs d'accusation formulés contre eux.

Ici une brève digression s'impose sur la question du jury. Dès le début du processus de sélection des jurés, les candidats ont été soumis à des pressions et des manoeuvres incessantes, bien représentatives de l'atmosphère empoisonnée d'une ville entièrement abandonnée à l'illégalité. Les porte-parole de la contre-révolution n'ont pas même tenté de le cacher. Le 2 décembre 2000, par exemple, *El Nuevo Herald*, dans un article intitulé « La crainte d'être désigné comme membre du jury dans le procès des espions » déclarait : « la crainte d'une réaction violente de la part des Cubains en exil, si un jury décide d'acquitter les cinq hommes accusés d'espionnage pour le régime insulaire a amené de nombreux candidats potentiels à demander au juge de les exempter de leur devoir civique ». Et un de ces citoyens aurait déclaré à cette occasion « Oui! Je crains pour ma propre sécurité si le verdict ne va pas dans le sens de ce que souhaite la communauté cubaine. »

Cette crainte n'est pas sans fondement. Les membres du jury vivent dans une communauté qui tout récemment encore a été exposée à des mois de violence et d'anxiété quand un groupe de criminels a kidnappé le petit Elián González, un garçon de 6 ans, au moyen d'armes à feu, qui avait été enlevé, défiant ouvertement et publiquement les autorités fédérales. Ces individus avaient brûlé le drapeau américain, détruit des biens immeubles, plongé les rues de Miami dans le chaos et menacé de brûler la ville, sans qu'aucun n'ait été traduit en justice pour de pareils actes. Les membres du jury étaient également bien conscients des risques d'attaques physiques et verbales, des menaces, des attentats à la bombe utilisés contre ceux qui osaient exprimer des opinions contraires à celles de ceux qui exercent leur emprise sur la « communauté en exil ». Si ces milieux ont pu faire toutes ces choses au grand jour, devant les caméras de télévision du monde entier, que ne pouvaient-ils faire en secret pour corrompre et contrôler 12 personnes effrayées?

La liesse a commencé aussitôt dans le prétoire lui-même, et les procureurs comme les malfrats, les fonctionnaires du FBI comme les terroristes se sont mêlés, se congratulant et s'embrassant dans la plus grande confusion. La fête s'est poursuivie dans les bars et les tavernes de la ville, et dans les quartiers généraux des organisations contre-révolutionnaires, monopolisant les ondes, tous ensemble, dans des diatribes enflammées et des menaces ouvertes contre quiconque, à Miami, s'opposerait à ce mauvais coup contre l'île. Le chef du bureau local du FBI a été lui-même honoré publiquement sur les stations radio cubaines locales, qui, tous les jours, engagent ouvertement à la guerre et au terrorisme; ses propos étaient en parfaite harmonie avec ceux des criminels les plus notoires de ces milieux.

En même temps, les cinq hommes ont à nouveau été mis au régime cellulaire du 26 juin au 13 août. Ils n'avaient commis aucune infraction. Rien ne venait justifier cette nouvelle violation des droits des prisonniers et du règlement des prisons. Il s'agit là d'un acte de vengeance pur et simple destiné à les punir de leur intégrité, mais c'est également une forme de torture, dans le but délibéré de les briser et de les empêcher de préparer adéquatement la dernière phase, la phase finale du procès : l'annonce du jugement, prévue pour le mois suivant. Les 17 premiers mois de régime cellulaire avaient eu pour but de les empêcher d'organiser leur défense; ces 48 jours supplémentaires

de mise au secret avaient pour but de les empêcher coûte que coûte de se préparer à la seule occasion qu'ils auraient de s'adresser directement au tribunal. Pour cette raison, quand ils eurent finalement réintégré leurs cellules habituelles après des demandes formulées avec insistance par leurs avocats, leur accès aux communications téléphoniques a été limité et la plupart de leurs effets leur ont été enlevés, et on leur a laissé à peine de quoi écrire. D'abord, on a tenté de tout faire pour qu'ils ne puissent se défendre, et maintenant on faisait tout pour les empêcher de dénoncer le crime commis contre eux.

Mme Lenard avait initialement prévu d'annoncer le jugement en septembre. Mais les attentats du 11 septembre, et peut-être son sens très développé de l'opportunité, l'ont amenée à laisser passer un laps de temps suffisant entre cette date et le tribut qu'elle allait elle-même, en tant qu'habitante de Miami, rendre aux terroristes.

Elle l'a fait en décembre. Elle imposait les peines les plus rigoureuses possibles aux cinq accusés, dédaignant les circonstances atténuantes éventuelles et intégrant des circonstances aggravantes proposées par le ministère public. Elle s'est faite essentiellement l'écho de la haine et des préjugés anticubains qui avaient empoisonné toute la procédure, exprimant manifestement cette haine dans les sentences absurdement exagérées qu'elle a prononcées. Pour Gerardo Hernández, deux peines de réclusion à perpétuité augmentées de 15 ans; pour Ramón Labañino, une peine de réclusion à perpétuité augmentée de 18 ans; pour Fernando González, 19 ans de prison, pour René González, 15 ans de prison; et pour Antonio Guerrero, la prison à vie augmentée de 10 ans.

Pourtant, ils ne peuvent être réduits au silence. Leur incarcération longue, brutale, profondément injuste ne les intimide pas. Ils n'ont pas non plus été affaiblis par les tortures et pressions psychologiques ou par l'absence de membres de leur famille et d'amis. Rien ne peut briser leur esprit indomptable. N'ayant pas les éléments indispensables pour organiser leur réflexion et pour la consigner par écrit, ils ont pu néanmoins s'élever au-dessus de l'immondice dont on cherchait à les submerger, et ont pu faire les vigoureuses déclarations qui se trouvent publiées dans ce livre.

Loin de suivre le philistinisme américain traditionnel qui veut que l'accusé utilise cette dernière possibilité qui lui est offerte pour ramper devant les juges et implorer leur clémence par une manifestation factice de repentir, les cinq hommes ont dénoncé leurs accusateurs, ont montré le manque de légitimité et le caractère arbitraire d'un procès dont les conclusions étaient fixées d'avance et ont réaffirmé leur loyauté inébranlable pour leur patrie, leur peuple et leurs idéaux.

Au moment où ces lignes ont été écrites, les cinq héros ont une fois de plus été séparés, mis au secret, dans quelque « trou » dont la localisation exacte n'est pas connue. Tout ce qu'on sait est que Gerardo sera envoyé au pénitencier de Lompoc, en Californie; Ramón à Beaumont, au Texas; Fernando à Oxford, au Wisconsin; René à Loreto, en Pennsylvanie; et Antonio à Florence, au Colorado. Un simple coup d'oeil à une carte des États-Unis montre que tout est fait pour les tenir à la plus grande distance possible les uns des autres. Ce dispositif fera qu'il sera très difficile pour eux d'avoir un contact quelconque avec les membres de leur famille vivant à Cuba ou avec les représentants diplomatiques à Cuba, qui devraient avoir accès à ces hommes conformément au droit international.

Ces cinq établissements pénitentiaires sont connus pour être des prisons très rigoureuses, où l'on envoie les détenus convaincus des crimes les plus graves. Étant donné la brutalité des autorités dans un endroit tel que le centre fédéral de Miami, où les cinq hommes ont été détenus depuis leur arrestation avec d'autres prévenus attendant leur procès, on imagine facilement la cruauté avec laquelle ils seront traités dans les prisons les plus violentes des États-Unis. Il est particulièrement inquiétant, et il faut dénoncer avec la plus grande vigueur possible, que Washington méconnaisse complètement des principes, des normes et des pratiques universellement acceptées et s'abstienne d'accorder le statut de prisonnier politique à ces cinq héros de la République de Cuba.

Le comportement perfide des autorités américaines dans cette affaire révèle pleinement leur vraie position à l'égard du terrorisme et, de même, leur hypocrisie totale dans la campagne menée contre le terrorisme après les atrocités du 11 septembre 2001. Ces cinq héros cubains sont sanctionnés précisément parce qu'ils luttaient authentiquement contre le terrorisme, quitte à mettre leur vie en péril. Ceux qui les ont privés de leur liberté, qui cherchent à les

dénigrer et à les calomnier le font parce que ces hommes ont osé lutter contre les criminels qui ont été manipulés et continuent d'être protégés par ces mêmes autorités. Chacune des heures qu'ils passent dans cet enfer vivant est une insulte à la mémoire de ceux qui ont trouvé la mort le 11 septembre et de toutes les victimes du terrorisme en général. C'est également un affront à tous ceux qui croient en la dignité humaine. Le peuple cubain luttera sans relâche jusqu'à ce que les cinq hommes soient libérés et puissent rentrer dans leur patrie. Pour y parvenir, la solidarité de tous les hommes et de toutes les femmes de bonne volonté dans le monde entier doit se manifester d'urgence.

Les cinq discours réunis dans cet ouvrage donneront aux lecteurs une idée de l'abnégation, de la noblesse de caractère et des idéaux de Gerardo, Ramón, Antonio, Fernándo et René.

Ces déclarations devraient résister à l'usure du temps. Des millions et des millions de lecteurs en seront émus et reconnaissants. Indépendamment de leurs qualités de style et de leur contenu, ces déclarations retiennent l'attention en raison des circonstances terribles dans lesquelles elles ont été rédigées. Elles sont l'expression de ce qu'il y a de meilleur dans l'homme. Elles émettent un message de lutte, d'espoir et de victoire. Elles sont comme un rayon de soleil parvenant à percer les ténèbres les plus obscures. Un rayon de lumière qui ne s'éteindra jamais.

und_gen_n0241633_docu_n